



Le Hezbollah

au quotidien ou la vie en mode « résistant »

Trente ans après avoir annoncé son existence au monde dans sa « Lettre aux opprimés », en février 1985, le « Parti de Dieu » est surtout connu, en dehors des frontières libanaises, pour ses actions armées, notamment contre Israël, et en Syrie, aux côtés du président Bachar al-Assad. Toutefois, on sait peu de choses sur le Hezbollah « au quotidien », tel que le vivent sur le terrain et au jour le jour des centaines de milliers de personnes, en particulier dans la Bekaa-Nord, le Sud-Liban et la banlieue sud de Beyrouth, foyers du chiisme libanais et zones du mouvement par excellence. À quoi ressemble la vie en « Hezbolland » ?

Lorsqu'Israël envahit le Liban en juin 1982, l'avancée rapide des chars Merkava vers Beyrouth provoque la mobilisation motivée d'une partie non négligeable du monde militant chiite. Deux clercs originaires de la Bekaa, Abbas al-Moussaoui (1952-1992) et Sobhi al-Toufayli (né en 1948), se montrent particulièrement déterminés. Appuyés par un petit nombre de réseaux actifs sur Beyrouth, ils décident la création d'une structure militaire

destinée à combattre l'occupation. Sobhi al-Toufayli, en particulier, met à profit ses connexions iraniennes et obtient du régime de Rouhollah Khomeini (1902-1989), guide de la révolution entre 1979 et 1989, l'envoi d'un détachement de Pasdaran (Gardiens de la révolution) vers la région de Baalbek, capitale de la Bekaa-Nord. Si ceux-ci reçoivent l'interdiction formelle de combattre, ils sont chargés d'apporter aux jeunes Libanais aspirant au combat une formation militaire appropriée et des armes.



Des partisans du Hezbollah célèbrent, le 24 mai 2015, le quinzième anniversaire du retrait israélien du Sud-Liban.

© AFP Photo/Mahmoud Zayyat

Naît ainsi, quelques semaines après l'invasion, la Résistance islamique au Liban (RIL). Rapidement, la direction de celle-ci prévoit de se faire aider, dans son effort de résistance, par une structure d'action sociale qui aurait deux missions bien définies. La première est de mobiliser pour le compte de la RIL, en attirant les recrues potentielles vers ses camps d'entraînement. La seconde est de défendre les intérêts de cette même RIL au sein de la société libanaise – et quelques années plus tard, au sein des sphères politiques. Est dès lors mis sur pied un réseau d'institutions sociales, initialement embryonnaires, dont le nom est définitivement arrêté au printemps 1984 : le Hezbollah. Contrairement à ce qui est habituellement avancé, la RIL n'est donc pas le « bras armé » de l'organisation ; à l'inverse, cette dernière est le prolongement civil de la première, et a été créée comme une structure d'appui, le tampon mobilisateur et protecteur d'une formation armée.

En toute logique, la répartition des tâches au sein du couple RIL/Hezbollah a toujours été claire. La première se charge du combat militaire, harcelant les forces d'occupation et leurs représentants locaux. Le second s'emploie à promouvoir la cause de la RIL au sein des populations chiites libanaises et à s'assurer qu'aucune menace en provenance de la scène intérieure ne vienne compromettre la « marche vers la libération ».

Une distribution des fonctions qui, depuis trois décennies, se répercute sur la vie des habitants des trois grands foyers chiites du pays (cf. carte p. 76).

Un élément naturel du paysage chiite libanais

Les années 1980 et surtout 1990 placent les régions chiites du Liban sous le signe de l'effort de guerre. La région de Baalbek, dans le nord, partage le régime du Sud occupé en fournissant une grande partie des combattants. Israël ne s'y trompe pas, bombardant la Bekaa chiite à plusieurs reprises au même titre que le Sud. En sus des attaques qui font régulièrement des dégâts collatéraux parmi les civils, son armée mènera deux offensives intensives, en 1993 puis en 1996, qui causeront chaque fois plus d'une centaine de morts. Les techniques de combat de la RIL sont au départ rudimentaires, mais elles gagnent progressivement en efficacité, en particulier à partir de l'élection de Hassan Nasrallah (né en 1960) au poste de secrétaire général du Hezbollah en 1992. Le rythme des attaques contre l'occupant et la force de frappe de la RIL croissent exponentiellement

entre 1993 et 2000. En conséquence, la présence de l'armée israélienne dans le sud du Liban est de plus en plus remise en cause au sein d'Israël, la population comprenant de moins en moins l'intérêt de maintenir des troupes qui non seulement n'arrivent pas à défaire l'adversaire, mais se retrouvent en situation d'assiégées. Les rapports faisant état de dépressions sévères parmi les rangs des soldats israéliens se multiplient. En janvier 2000, le gouvernement d'Ehud Barak (1999-2001) se résigne à un retrait inconditionnel et son armée quitte le « Pays des Cèdres » fin mai, en trois jours qui constituent pour une grande partie des Libanais un véritable rendez-vous avec l'histoire. La page d'une occupation de vingt-deux ans, avec son lot d'humiliations, d'arrestations arbitraires et de tortures, est tournée. Six ans plus tard, les zones chiïtes connaissent à nouveau la violence venue du sud, lorsqu'Israël lance une offensive de grande envergure contre le Liban qui durera 33 jours entre juillet et août 2006 et fera quelque 1 400 morts civils.

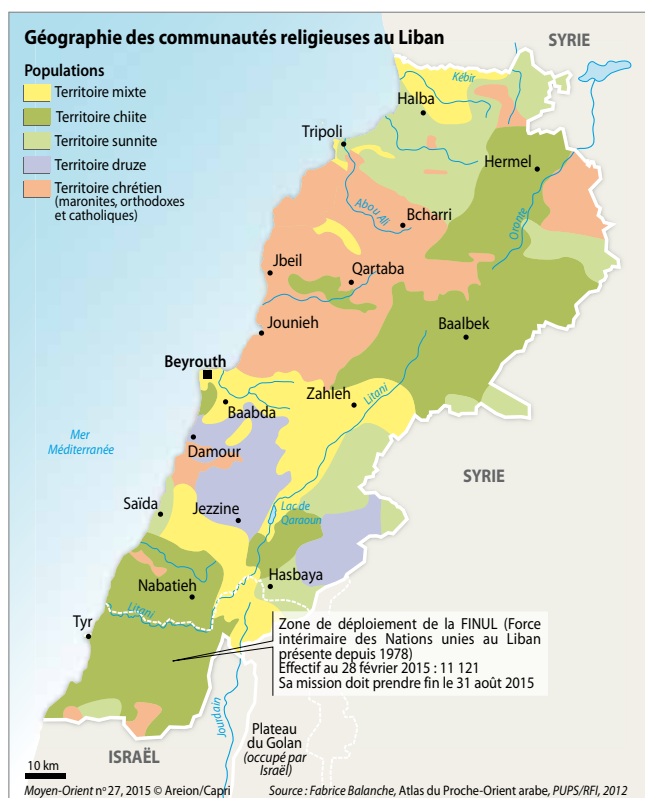
Si la population chiïte libanaise – en 2013, elle représente près de 40 % des 4,46 millions de nationaux – a ainsi vécu plus de vingt ans d'opérations de la RIL et de représailles ou offensives israéliennes, son quotidien est tout aussi marqué par la présence du Hezbollah. Celui-ci, au départ, reste hésitant quant à la place qu'il entend occuper au sein de la société qui l'accueille. À Baalbek, les années 1984-1986 voient des tentatives de contrôle social, pour certaines appuyées de mesures coercitives mal vécues par les populations locales. Des soirées

dansantes avec alcool sont ainsi interrompues par des militants appliqués. Dans les écoles, y compris catholiques, les cours sont suspendus deux à trois fois par an, des classes entières étant emmenées au cinéma voisin où des films de propagande sont diffusés à leur intention.

Rapidement toutefois, le parti note la réticence des locaux et abandonne l'idée d'une « conscientisation » imposée. Choix est fait d'un rapport pragmatique et modéré avec l'environnement. Dès 1987-1988, la pression sociale est significativement allégée. Dans les villes à majorité chiïte, les débits de boisson peuvent reprendre leur commerce sans être inquiétés, moyennant une relative discrétion plus liée au respect des mœurs relevant de la prévalence musulmane de la ville qu'à la présence du parti. Les vêtements osés (mini-jupes, t-shirts sans manches et transparents) sont à nouveau visibles dans les rues et les lieux publics, le port du *chador* recule jusqu'à devenir minoritaire. Les concerts de musique populaire ou étrangère sont parfaitement tolérés, comme les activités artistiques et les loisirs autrefois sévèrement jugés, à commencer par la danse.

Ce pragmatisme et cette flexibilité ne sont pas réservés aux chiïtes. Face aux Libanais des autres communautés, le Hezbollah pratique l'ouverture. À Noël, à Pâques, il envoie des délégations adresser ses vœux chez les notables, les représentants locaux, mais également les plus hauts responsables chrétiens de l'État. Ses médias se libéralisent, invitant fréquemment des personnes extérieures à la communauté comme d'autres tendances politiques ; les femmes non voilées apparaissent sur les plateaux de sa chaîne de télévision, Al-Manar, et des chrétiens sont embauchés dans plusieurs de ses institutions. On rapporte même que sur les plages de Tyr, ville du Sud à forte présence du Hezbollah, il est possible l'été d'apercevoir des jeunes filles bronzer dos nu.

Le Hezbollah développe à partir de la fin des années 1990 une « politique juive », à travers laquelle il invite au Liban et en son nom rabbins, personnalités et militants d'organisations non sionistes, le plus souvent dans le cadre de discussions sur la paix entre les religions où sont soulignés le non-antisémitisme du parti et le caractère strictement politique et idéologique (non religieux) de son aversion pour l'État d'Israël. Les universitaires américains Noam Chomsky et Norman Finkelstein, de passage au « Pays des Cèdres » en 2006 et 2010 pour le premier et en 2008 pour le second, sont reçus avec les honneurs par des cadres du Hezbollah. En 2010, Fareed Zakaria, animateur vedette de la chaîne américaine CNN, consacrait l'un de ses reportages au soutien apporté par le mouvement à la rénovation de la synagogue Magen Abraham de Beyrouth, la dernière de la



Mosaïque confessionnelle de 18 communautés

Le Liban compte 18 communautés confessionnelles. Les chrétiens se répartissent entre maronites, Grecs orthodoxes, Grecs catholiques, Arméniens orthodoxes, Arméniens catholiques, syriaques orthodoxes, syriaques catholiques, orientaux nestoriens, chaldéens, latins, protestants et coptes orthodoxes. Les musulmans sont sunnites, chiïtes, druzes, alaouites ou ismaélites. S'ajoute enfin la communauté juive.



Capitale du nord de la Bekaa, Baalbek est l'un des fiefs du Hezbollah.

ville. Dans un autre registre, plusieurs responsables israéliens allaient reconnaître au cours des ans être « agréablement surpris » de constater que, lors des échanges de prisonniers et de dépouilles de combattants entre Tel-Aviv et le Hezbollah, la RIL remettait toujours les restes des soldats israéliens en sa possession après les avoir enveloppés conformément aux traditions religieuses juives.

Un acteur social appliqué, qui communique

Le Hezbollah se montre également au sein de la société libanaise à travers un réseau d'institutions sociales diversifié. En cela, il est vrai, il ne fait pas exception : la plupart des acteurs politiques libanais – Courant du futur, Forces libanaises, Amal – disposent de leurs propres fondations, hôpitaux et organismes de développement social. Un premier point à noter est que les institutions du Hezbollah s'adressent à l'ensemble de la société libanaise : conformément au credo officiellement anticonfessionnel du parti, elles accueillent et servent toute personne qui fait appel à elles, indépendamment de son appartenance religieuse ou politique. Les services assurés sont généralement de bonne qualité et à des prix défiant toute concurrence. Le champ social couvert est large : le Hezbollah dispose d'institutions de soutien aux combattants tombés au champ d'honneur (la Fondation du martyr), aux blessés, soldats comme civils (la Fondation du blessé), et aux



Hassan Nasrallah dirige le mouvement depuis 1992.

prisonniers détenus dans les centres israéliens (l'Association libanaise pour les prisonniers et les libérés). S'y ajoutent une association de BTP (l'Association d'effort de construction), une institution de levée de fonds en faveur de la RIL (le Comité de soutien à la RIL), un mouvement caritatif (le Comité de secours), une association de microcrédit (le Bon emprunt), un solide réseau hospitalier et un ensemble relativement vaste d'écoles, de lycées et d'instituts techniques.

Cet appareil d'action sociale n'a pas pour objectif de créer un système clientéliste autour duquel se mobiliserait un public fidélisé par des subventions généreuses ainsi redistribuées. Les budgets dont disposent les institutions caritatives ou de soutien social du Hezbollah sont relativement limités – exception faite de celles qui s'adressent spécifiquement aux combattants, réels bénéficiaires des moyens financiers du tandem Hezbollah/RIL (1). Le nombre de personnes assistées par ce système prouve d'ailleurs à quel point parler du Hezbollah comme d'un « parti-Providence » est erroné. Si elles réussissent à faire



Situé dans le sud du pays, le complexe de Mlita est un musée de la « résistance » du Hezbollah dans sa guerre contre Israël.



figurer les institutions sociales du parti parmi les premières du Liban et au sein de la communauté chiite, les aides qu'elles accordent doivent être ramenées à la taille de la communauté et au volume de ses besoins. Seules un peu moins de 1 500 familles de combattants décédés et quelque 250 familles de prisonniers sont intégralement prises en charge par l'appareil social du parti. En admettant qu'elles comptent six à sept membres, cela représente un total de 10 500 à 12 000 personnes. S'ajoutent un peu plus de 900 enfants de combattants, 3 800 orphelins et quelques milliers de blessés. On atteint 20 000 individus en moyenne. Environ 5 000 familles miséreuses reçoivent leur pain quotidien, quelques sacs de grains et des vêtements de la fondation caritative du parti, soit 30 000 à 35 000 personnes. À l'échelle du Liban, une vingtaine d'écoles et d'instituts de formation, quatre hôpitaux, une quinzaine de centres médicaux et une vingtaine de cabinets dentaires sont rattachés au parti. Comparés à la taille de la communauté chiite, ces chiffres paraissent bien modestes. Peu de personnes bénéficient dans les faits de la générosité pécuniaire du Hezbollah.

La fonction véritable de l'appareil social du parti est ailleurs. Lui non plus n'échappe pas à la logique de la répartition des tâches qui régit les relations entre le Hezbollah et la RIL. Sa vraie utilité réside dans la contribution qu'il apporte à la construction de la « société de résistance », terme consacré par le Hezbollah pour désigner le public favorable à sa cause et à ses paradigmes. Ce que ces institutions diffusent avant tout, ce n'est pas une manne financière, mais une série de valeurs promouvant la résistance et une certaine image, positive, du parti.

En cela, ses institutions sociales sont appuyées par un appareil médiatique complet : une chaîne de télévision (*Al-Manar*), une station de radio (*Al-Nour*), un hebdomadaire (*Al-Ahd*) et un site Internet (www.moqawama.org). S'ajoutent la production de l'Unité des activités médiatiques et celle de l'Unité des activités artistiques, deux départements centraux consacrés à la promotion de campagnes de communication sophistiquées, au sein même de l'organisation du Hezbollah. L'événementiel est un autre élément non négligeable de la

stratégie de communication du parti, auquel il alloue des budgets importants. En effet, plusieurs fois dans l'année, il organise cérémonies, festivals, rallyes, concours et compétitions. Certaines occasions sont commémorées par l'appareil central de manière systématique, comme les fêtes religieuses musulmanes ou chiites (anniversaire du Prophète et Achoura principalement), mais aussi certaines fêtes profanes, dont l'extrême majorité célèbre des événements ou des thèmes liés aux conflits israélo-palestinien (Jour de Jérusalem, dernier vendredi du mois de ramadan) et israélo-libanais (Jour de la Libération, 25 mai). Ces occasions sont fêtées dans toutes les régions chiites du Liban, à grand renfort de défilés, de décorations et de discours. D'autres sont plus occasionnelles, comme les concours de *zajal*, forme de poésie et de chant populaires prisés du grand public libanais, qui réunissent chaque fois plusieurs milliers de personnes.

Le Hezbollah organise aussi des expositions, permanentes ou temporaires. Tous les étés depuis le début des années 2000, le Département d'information de la région de la Bekaa installe pour un mois l'Exposition de la résistance à l'entrée de la citadelle romaine de Baalbek, très fréquentée par les touristes. Sur plusieurs centaines de mètres carrés sont exposés photos, bûtes de guerre et armement (déchargé et désamorcé) dans des décors thématiques reconstitués, les militants se tenant à disposition des visiteurs pour prodiguer explications et commentaires. Initialement pensé par l'équipe de Baalbek, le principe est repris à l'automne 2007 par l'Unité des activités médiatiques dans la banlieue sud de Beyrouth. Depuis mai 2010, ce genre d'exposition se retrouve dans le complexe de Mlita, plus connu sous le nom de « musée de la résistance » : sur 60 000 mètres carrés d'une ancienne base militaire de la RIL du sud du pays, le parti propose un tour du site. Le circuit, qui aurait attiré plus de 380 000 visiteurs sur les trois premiers mois, est aujourd'hui un parc d'attractions complet qui figure sur la liste des sites à visiter dans le sud au même titre que les traditionnels lieux touristiques de la région.

Peu de clientélisme, beaucoup de service

Dans la compétition qui oppose les différents partis politiques libanais, l'objet de convoitise n'est pas un pouvoir conçu tant comme le moyen de gouverner le pays, notamment à travers l'élaboration de politiques publiques à dimension nationale, que comme un ensemble de ressources accessibles à des leaders communautaires soucieux de les redistribuer à des clientèles (le plus souvent de leur confession) réparties à différents niveaux de la population. Le Hezbollah, en cela, diffère quelque peu des autres formations du pays. Son arrivée tardive en politique (2) explique qu'il n'a pas accès aux réels points de concentration des ressources étatiques, ceux-ci ayant été distribués entre les groupes politiques traditionnels plusieurs décennies auparavant, et ayant pour certains acquis depuis un caractère « réservé » (3).

À défaut d'avoir accès à des budgets étatiques redistribuables, le Hezbollah se concentre, en matière d'action politique dirigée vers la population, sur un rôle d'arbitre social. En effet, ses députés et cadres politiques sont aussi investis d'une fonction « régulatrice », en l'occurrence dans les zones où le parti est présent et où la référence étatique a toujours été faible. Dans les régions reculées de la Bekaa par exemple, il n'est pas rare de voir certains de ses responsables jouer le rôle d'autorité judiciaire. En particulier, les clercs évoluant dans son orbite peuvent être sollicités par des plaignants désireux d'obtenir un jugement conforme à la charia (loi islamique). Les cadres du Hezbollah siègent à des « conseils de dialogue », sur invitation des concernés, pour travailler à solutionner des problèmes interclaniques ou de voisinage ; il leur est fréquent de réconcilier des familles parfois opposées par des décennies de vendetta. De même, il arrive aux députés du parti et à ses chargés de communication d'intervenir dans les affaires privées des familles en tant que... conseillers conjugaux. Des dossiers faisant état de cas de viol ou d'inceste atterrissent régulièrement sur leurs bureaux, envoyés par des victimes qui estiment que le Hezbollah sera plus efficace que l'État pour leur rendre justice – et pour les aider à gérer les conséquences.

Une existence similaire à beaucoup d'autres au Liban

La vie en « Hezbollah » ressemble donc, par bien des aspects, à celle que peuvent mener de nombreux Libanais installés partout ailleurs dans le pays. Les espaces sont le plus souvent pauvres, il est vrai, comme toutes les périphéries libanaises. Cette extériorité géographique, conjuguée à un désintérêt séculaire de l'État, en fait des régions peu attractives pour la jeunesse et les forces actives. La sécurité y a certes été déstabilisée par l'occupation israélienne, et l'est à nouveau depuis la militarisation de la révolution syrienne. Pour autant, les régions du Hezbollah n'ont pas connu la violence au-delà de ce qu'a vécu



Combattant du Hezbollah mort en Syrie en mai 2015.

le reste du Liban ; elles ont échappé notamment aux massacres et aux destructions engendrés par la guerre civile (1975-1990), celle-ci ayant essentiellement dévasté Beyrouth et le Mont-Liban. Quant au contrôle social puritain et conservateur qui pourrait être rattaché à la nature islamique du Hezbollah, celui-ci a non seulement été relatif et de courte durée, mais apparaît bénin lorsqu'il est comparé aux situations qui sévissent dans les zones sunnites périphériques du pays, notamment dans la région du Akkar et dans certains quartiers de Tripoli.

Comme dans le reste du monde, le soleil se lève sur les territoires du Hezbollah tous les matins. On y va au bureau, à l'école. On se marie, on fonde une famille. On fait fortune, on peine à joindre les deux bouts. On y vit parce que l'on s'en accommode, parce que l'on s'y plaît – ou simplement parce que l'on n'a pas le choix. ■

AURÉLIE DAHER

(1) Les combattants de la RIL bénéficient de salaires décentes, un logement et un véhicule particulier leur sont assurés, tout comme la prise en charge de leur famille, parents, frères et sœurs, et la scolarité et les études de leurs enfants – y compris en cas de décès. Les membres du Hezbollah, à titre comparatif, sont loin de jouir des mêmes privilèges.

(2) Le Hezbollah fait sa première entrée au Parlement en 1992 avec 8 députés sur 128, au gouvernement en 2005 avec un ministre, Mohammad Fneich, responsable au portefeuille de l'Énergie et de l'Eau jusqu'en 2008. On note alors aussi

la présence de Trad Hamadé, ministre du Travail, non membre du Hezbollah mais sympathisant. Depuis les élections législatives de juin 2009, le parti dispose de 13 mandats au Parlement ; dans le gouvernement de Tammam Salam, en fonction depuis février 2014, le Hezbollah est représenté par deux ministres (Hussein Hajj Hassan à l'Industrie et Mohammad Fneich aux Affaires du Parlement) sur 24.

(3) La Caisse des déplacés revient systématiquement au Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, par exemple, comme la Caisse du Sud revient à Amal.